



Seilbahnen Schweiz
Remontées Mécaniques Suisses
Funivie Svizzere

Bundesamt für Verkehr (BAV)
3003 Bern

Gesendet per E-mail an: marcel.hepp@bav.admin.ch

Bern, 23. Oktober 2014
Tel. +41 (0)31 359 23 56, raphael.gingins@seilbahnen.org

Vernehmlassung zur Revision der Seilbahnverordnung (SebV) und der Verordnung über technische Leiterinnen und Leiter (VtL-Seb)

Sehr geehrte Damen und Herren

Erlauben Sie Seilbahnen Schweiz (SBS) vorerst die Anmerkung, dass die Formulierung der Medienmitteilung auf der Homepage des BAV unglücklich ist: Es ist nicht so, dass Transporteinrichtungen mit Kabeln nicht sicher sind. Die entsprechenden Statistiken des BAV über die Anzahl Passagiere zeigen eine positive Situation. Ich bitte das BAV, künftig bei der Kommunikation diesbezüglich objektiver und vorsichtiger zu sein, da sonst in der Branche grosse Irritationen entstehen.

Die Anforderungen an die Seilbahnunternehmen nehmen ständig zu, vorab auch in administrativer Hinsicht. Folgen dieser Entwicklung sind ein Anstieg der Kosten für das Erstellen von Dokumenten, Gutachten oder Änderungen der bestehenden Dienstweisungen. Aber nicht jedes zusätzliche Gutachten und nicht jede neue Bescheinigung führen zu einer Erhöhung der Sicherheit. Wir würden es begrüssen, wenn die Behörde Änderungsvorschläge von Artikeln in den Verordnungen auf eine wissenschaftliche oder statistische Begründung abstützt. Das würde mit Bestimmtheit eine bessere Akzeptanz in der Seilbahnbranche mit sich bringen. Denn wenn die Gründe einer Änderung verstanden werden, wird die Änderung auch zielgerichteter umgesetzt.

Mit jeder zusätzlichen Einschränkung und/oder zusätzlichen bürokratischen Anforderung wird die Dynamik der Branche geschwächt. Die Wettbewerbsfähigkeit gegenüber unseren Nachbarländern droht zu sinken, zumal wenn gewisse Vorschriften nur in der Schweiz gelten.

Die Berichte der Audits zeigen bereits eine signifikante Verbesserung in der Professionalität der Unternehmen, sowohl beim Management als auch beim technischen Kader.

Aus diesen Gründen sind wir mit einer Vielzahl der vorgeschlagenen Änderungen der Seilbahnverordnung (SebV) so nicht einverstanden.

Die Arbeit der Technischen Leiter in der Schweiz wird immer anspruchsvoller. Mit den neuen Bestimmungen und komplizierten Anforderungen besteht die Gefahr, dass der Beruf weniger attraktiv wird, was für unsere Branche dramatische Auswirkungen hätte. Wir beantragen hier, zuerst die Ergebnisse der gemeinsam eingesetzten Arbeitsgruppe abzuwarten, bevor die Verordnung über technische Leiterinnen und Leiter (VtL-Seb) geändert.

Wir bitten Sie, die konkreten Anträge zu den einzelnen Bestimmungen anlässlich der Überarbeitung zu berücksichtigen und zu übernehmen.

Freundliche Grüsse



Ueli Stückelberger
Direktor

Kopie an:
- STU, ast, rbi

Kopie an:
- SBS Vorstandsmitglieder

Kopie per Mail an:
- fsa, rpe, mzi, ake, rgi
- SBS TK Mitglieder
- Regionalverbände

Réponses au catalogue de questions concernant la révision prévue de l'ordonnance sur les installations à câbles et de l'ordonnance sur les chefs techniques.

QUESTION 1

Approuvez-vous les objectifs généraux des projets de révision ?

Réponse de RMS à la question 1: **Non**

Les statistiques sur les incidents ou les accidents, rapportées aux nombres de passagers transportés, démontrent que la sécurité des installations de transport à câbles est élevée. L'augmentation des contraintes prévues par la révision de l'OICa n'est pas proportionnelle à l'augmentation de la sécurité et péjore la productivité de la branche.

QUESTION 2 (concernant l'art. 4, al. 3 OICa)

Approuvez-vous le principe requérant les mêmes documents d'attestation de la sécurité pour des installations au bénéfice d'une autorisation cantonale que pour des installations au bénéfice d'une concession fédérale ?

Pour quelles raisons? (Conformément à l'art. 4, al. 4, OICa, les cantons peuvent modifier cette réglementation.)

Réponse de RMS à la question 2: **Contre**

L'augmentation des coûts et des charges administratives ne sont pas proportionnelles à une augmentation subjective de la sécurité. De plus, le risque potentiel n'est pas le même que pour les installations avec concession fédérale.

QUESTION 3 (concernant l'annexe 1, al. 2, ch. 3 OICa)

Êtes-vous également d'avis qu'une vérification systématique du calcul du câble s'impose par un double contrôle, étant donné qu'un calcul correct constitue la condition indispensable à une construction sûre de l'installation à câbles?

Réponse de RMS à la question 3: **Contre la forme proposée.**

Le constructeur doit avoir la possibilité de présenter un rapport du second regard établi en interne à l'entreprise par une personne compétente et indépendante du projet. Son indépendance est démontrée par le système qualité en application dans l'entreprise.

QUESTION 4 (concernant l'OCTICa)

Approuvez-vous les exigences des formations suivantes:

- chef technique d'installations à câbles au bénéfice d'une concession fédérale?
- suppléant du chef technique d'installations à câbles au bénéfice d'une concession fédérale?
- chef technique d'installations à câbles au bénéfice d'une autorisation cantonale?
- suppléant du chef technique d'installations à câbles au bénéfice d'une autorisation cantonale?

Réponse de RMS à la question 4:

a) **Oui.**

Les exigences pour la formation des chefs techniques et de leur(s) suppléant(s) sont déjà précisées dans la forme actuelle de l'ordonnance.

b) **Oui.**

Idem que la réponse a.

c) **Non.**

Du moins pas dans la situation actuelle. En premier lieu, le CITT doit clairement catégoriser les types d'installations et définir les exigences pour chaque catégorie.

d) **Non.**

L'obligation de former un remplaçant du chef technique pour les installations avec autorisation cantonale aurait, pour certaines sociétés d'exploitation, des conséquences dramatiques.

Remarque: La forme proposée de la section 2 de l'OCTICa n'est pas admissible. Le CITT n'a pas encore édicté officiellement les catégories des types d'installations (Anlagensystematik) et les exigences s'y rapportant, y compris la formation.

QUESTION 5 (concernant l'OCTICa)

En matière de formation des titulaires des fonctions précitées, seriez-vous d'accord d'introduire des exigences plus sévères ou moins sévères?

Réponse de RMS à la question 5: **Contre.**

En effet, dans le contexte actuel où il est difficile de trouver suffisamment de chefs techniques et des suppléants au chef technique, il serait mal venu et peu acceptable de rendre plus sévère leur formation. De plus, un groupe de travail décidé par la table ronde et regroupant des représentants de l'OFT, d'exploitants, de constructeurs et d'entreprise de services recherche actuellement des solutions afin d'améliorer la situation du manque de chefs techniques.

QUESTION 6

Pensez-vous que nous ayons oublié de régler un point important? Si oui, quelle réglementation proposez-vous?

Réponse SBS à la question 6: **Oui.**

Nous vous prions de tenir compte des remarques édictées ci-après.

Remarque : Les remarques ci-après formulées en allemand sont celles qui avaient déjà été émises lors de la pré-consultation. Celles en français sont nouvelles ou reformulées.

Remarques de RMS concernant la révision de l'OCTICa (Projet, état au 3 juillet 2014):

Berne, le 23 octobre 2014

Tél. +41 (0)31 359 23 56, raphael.gingins@remontees-mecaniques.ch

Article n°:	Art. 3, Formation spécifique aux installations à câbles, al. 1
Proposition OFT:	¹ Possède une telle formation toute personne qui est titulaire d'un certificat fédéral de capacité de spécialiste en installations à câbles. ➔ Seulement pour la version française.
Position RMS:	Le texte doit être corrigé. Le titre «certificat fédéral de capacité de spécialiste en installations à câbles» doit être remplacé par «brevet fédéral de spécialiste des installations de transport à câbles» Référence sbfi.admin.ch
Raison:	La traduction, respectivement le titre est faux.
Proposition RMS:	¹ Possède une telle formation toute personne qui est titulaire d'un <u>brevet fédéral de spécialiste des installations de transport à câbles</u> .

Article n°:	Alt, Art. 5, Abs. 1, Ausnahmen
Proposition OFT:	+ Wer nicht über die seilbahnspezifische Ausbildung verfügt, aber eine Berufslehre in den Bereichen der Metallverarbeitungs-, Apparate- oder Elektroindustrie oder ein Ingenieurstudium einschlägiger Fachrichtung abgeschlossen und auch die seilbahnspezifische Betriebserfahrung hat, kann als Technischer Leiter oder Stellvertreter anerkannt werden mit der Auflage, die seilbahnspezifische Ausbildung innert zwei Jahren nachzuholen.
Position RMS:	Gegen die Aufhebung des alten Art. 5, Abs. 1.
Raison:	Diese Ausnahme kann in einigen Fällen den Mangel an technischen Leitern auf dem Arbeitsmarkt lösen.
Proposition RMS:	Aufrechterhaltung dieser Ausnahme.

Article n°:	Alt, Art. 5, Abs. 4, Ausnahmen
Proposition OFT:	⁴Das Bundesamt kann Seilbahnunternehmen, die nur Sesselbahnen mit festen Klemmen betreiben, befristet weitergehende Ausnahmen gewähren.
Position RMS:	Gegen die Aufhebung des alten Art. 5, Abs. 4.
Raison:	Diese Ausnahme kann in einigen Fällen den Mangel an technischen Leitern auf dem Arbeitsmarkt lösen.
Proposition RMS:	Aufrechterhaltung dieser Ausnahme.

Section n°:	2: Installations à câbles au bénéfice d'une autorisation cantonale
Proposition OFT:	
Position RMS:	Contre cette section.
Raison:	<p>Pour deux raisons.</p> <p>Le texte proposé est déjà contenu dans le règlement du CITT et une répétition de celui-ci dans l'OICa n'amène que confusion pour les exploitants.</p> <p>De plus, à ce jour, le CITT n'a pas édicté la liste des catégories de type d'installation (Anlagensystematik). Dans cette situation, RMS est contre l'addition de cette section avant que le CITT, respectivement les cantons membres du concordat définissent clairement les catégories d'installations et les degrés de formation respectifs.</p>
Proposition RMS:	Suppression de la section 2

Article n°:	Art. 9, Formation continue
Proposition OFT:	L'entreprise de transport à câbles veille à ce que ses chefs techniques et leurs suppléants se perfectionnent constamment de manière à connaître les règles reconnues de la technique dans leur domaine d'activité ainsi que les prescriptions et normes applicables.
Position RMS:	Contre le texte proposé.
Raison:	Avec le texte proposé, la formation continue sur les autres tâches importante du chef technique ou de ses suppléants n'est pas prise en compte, particulièrement dans l'exploitation. La formation continue doit être adaptée en tout temps aux besoins de la branche. Un texte plus «ouvert» doit être admis.
Proposition RMS:	L'entreprise de transport à câbles veille à ce que ses chefs techniques et leurs suppléants se perfectionnent constamment de manière à connaître les règles reconnues de la technique dans leur domaine d'activité ainsi que les prescriptions et normes applicables.

Remarques de RMS concernant la révision de l'OICa

Modification du ... (état au 1^{er} juillet 2014):

Berne, le 23 octobre 2014

Tél. +41 (0)31 359 23 56, raphael.gingins@remontees-mecaniques.ch

Article n°:	Art. 4, Kantonale Bewilligung für Bau und Betrieb, Abs. 2 und 3.
Proposition OFT:	² Zum Nachweis der Sicherheit sind der Bewilligungsbehörde die Unterlagen nach Artikel 12 und Anhang 1 einzureichen. ³ Die Bewilligungsbehörde führt für die Beurteilung der Sicherheit die Prüfungen nach Anhang 2 durch.
Position RMS:	Gegen diesen Vorschlag.
Raison:	Im Rahmen der parlamentarischen Debatte zum neuen Seilbahngesetz wurde die kantonale Autonomie und Effizienz wiederholt betont und eingefordert. Die Konkordatskonferenz vom 2.11.2006 hat die Anpassungen an das neue Seilbahngesetz gemäss Abschnitt I des IKSS-Reglements über Bau und Betrieb der nicht eidgenössisch konzessionierten Seilbahnen, Skilifte und Schrägaufzüge genehmigt. Eine Differenzierung betreffend Grundlagen, Verfahrensdauer und Kosten des Bewilligungsverfahrens kantonaler Anlagen ist herbeizuführen - siehe Brief SBS vom 24.10.2010 zur Konferenz des IKSS.
Proposition RMS:	Streichung dieses Vorschlags.

Article n°:	Art. 11, Gesuch, Abs. 1c.
Proposition OFT:	c. bei Neubauten, Ersatzanlagen und wesentlichen Änderungen gemäss Artikel 2 der Verordnung vom 19. Oktober 1988 ⁷ über die Umweltverträglichkeitsprüfung: ein Umweltverträglichkeitsbericht nach Artikel 10b des Umweltschutzgesetzes vom 7. Oktober 1983 ⁸ ;
Position RMS:	Es ist ratsam, die Definition von "wesentlichen Änderungen" zu klären, weil sie nicht in UVPV definiert ist, SR 841.011.
Raison:	Vermeidung von Ungenauigkeiten. Art. 2 UVPV verweist auf den Anhang, der besagt, dass die Seilbahnen betroffen sind, aber nicht definiert, was die "wesentlichen Änderungen" sind.
Proposition RMS:	Klären der Definition "wesentliche Änderungen" <u>oder</u> Rücknahme des Änderungsvorschlags.

Article n°:	Art. 26, Sicherheitsnachweis, Abs. 2b.
Proposition OFT:	² Er oder sie hat hierzu: b. nachzuweisen, dass die Seilbahn vorschriftskonform gebaut, umgebaut oder geändert worden ist (Art. 30);
Position RMS:	Der Änderungsvorschlag des Artikels sollte geklärt werden, insbesondere die Begriffe "umgebaut" und "geändert".
Raison:	Der Unterschied der Begriffe "umgebaut" und "geändert" ist unklar.
Proposition RMS:	Die Bedeutung der Begriffe "umgebaut" und "geändert" sollten geklärt werden.

Article n°:	Art. 29, Amtliche Bezeichnung, Abs. 2.
Proposition OFT:	² Bei der Erstellung des Sachverständigenberichts nach Absatz 1 Buchstabe a sind die Erkenntnisse aus den Gutachten zu den Umwelteinflüssen zu berücksichtigen.
Position RMS:	Gegen diesen Vorschlag.
Raison:	In der Schweiz sind die SIA Normen für die Infrastruktur gültig, in welchen klar definiert wird, was in der Nutzungsvereinbarung und Projektbasis berücksichtigt werden muss.
Proposition RMS:	Streichung dieses Vorschlags.

Article n°:	Art. 37, Ersatz von Bauteilen desselben Typs, Abs. 2.
Proposition OFT:	² Als Nachweis gilt eine Konformitätserklärung des Herstellers und, wo erforderlich, eine gültige Konformitätsbescheinigung oder ein gültiger Sachverständigenbericht sowie Unterlagen, die nachvollziehbar belegen, dass es sich um ein Bauteil desselben Typs handelt.
Position RMS:	Wir sind dagegen , zusätzliche Unterlagen betr. Bauteile desselben Typs einzureichen.
Raison:	Eine gültige Konformitätsbescheinigung oder ein gültiger Sachverständigenbericht erklärt die Konformität der Bauteil desselben Typs. Es braucht nicht noch andere Unterlagen.
Proposition RMS:	² Als Nachweis gilt eine Konformitätserklärung des Herstellers und, wo erforderlich, eine gültige Konformitätsbescheinigung oder ein gültiger Sachverständigenbericht sowie Unterlagen, die nachvollziehbar belegen, dass es sich um ein Bauteil desselben Typs handelt. Die Erläuterungen anpassen.

Article n°:	Art. 47, Exigences auxquelles doit satisfaire la direction technique, al. 2.
Proposition OFT:	² Après avoir entendu l'OFT, l'organe de contrôle technique du CITT et l'association «Remontées Mécaniques Suisses» (RMS), le DETEC édicte des prescriptions sur la formation initiale et continue des chefs techniques et de leurs suppléants.
Position RMS:	Contre la modification de ce texte et le maintien du texte actuel.
Raison:	Les contraintes concernant la formation continue ne doivent pas être édictées dans l'OICa. Le texte proposé par RMS pour l'article 9 de l'OCTICa est suffisamment explicite. De plus, suite aux remarques de RMS ci-dessus concernant la section 2 de l'OCTICa et l'article 4 de l'OICa, RMS refuse la désignation du CITT dans cet article puisque les installations avec autorisation cantonale sont soumises au règlement du concordat.
Proposition RMS:	² Après avoir entendu l'OFT, le service du contrôle technique du CITT et l'association Remontées Mécaniques Suisses, le DETEC édicte, à l'intention des installations au bénéfice d'une concession fédérale, des prescriptions sur la formation des chefs techniques et de leurs suppléants.

Article n°:	Art. 47d, Incapacité d'assurer le service due à l'alcool ou à d'autres substances et Art. 47e, Service compétent pour le contrôle
Proposition OFT:	-
Position RMS:	Refus de ces deux articles.
Raison:	L'article 18a de la LICa est suffisant. Par contre, la branche s'inquiète du fait que ces articles sont difficilement applicables dans le domaine des remontées-mécaniques. Particulièrement dans le cas où du personnel doit être rappelés pour un incident (situation exceptionnel).
Proposition RMS:	Retrait des articles 47d et 47e.

Article n°:	Art. 52a, Betriebs- und Instandhaltungsvorschriften, Abs. 2a,
Proposition OFT:	a. legen nachvollziehbar dar, wie die Sicherheit der Anlage und ihrer Teile während der vorgesehenen Nutzungsdauer gewährleistet wird;
Position RMS:	Gegen diesen Vorschlag.
Raison:	Der Inhaber der Betriebsbewilligung ist für den Betrieb der Anlage nur bis Ende der Betriebsbewilligung verantwortlich. Die <u>Betriebs</u> bewilligung ist für eine Dauer von maximal 25 Jahren erteilt. Falls die Anlage weiter betrieben wird, wird der Unternehmer die Betriebs- und Instandhaltungsvorschriften aktualisieren.
Proposition RMS:	a. legen nachvollziehbar dar, wie die Sicherheit der Anlage und ihrer Teile während der vorgesehenen <u>Betrieb-Nutzungsdauer</u> gewährleistet wird;

Article n°:	Art. 52a, Betriebs- und Instandhaltungsvorschriften, Abs. 2d.
Proposition OFT:	d. enthalten eine Anleitung zur fachgerechten Bedienung und Instandhaltung der Seilbahn mit Arbeitsabläufen und -anweisungen.
Position RMS:	Gegen diesen Vorschlag.
Raison:	Die Bedienungs- und Instandhaltungsanleitungen der Anlage müssen gemäss Vorschriften und Normen vollständig sein. Die notwendigen und sicherheitsrelevanten Arbeitsabläufe und -anweisungen sind schon durch den Hersteller der Anlage bereitgestellt
Proposition RMS:	Streichen des Vorschlags.

Article n°:	Art. 68, Indépendance
Proposition OFT:	¹ Les experts ne doivent pas s'être déjà penchés dans le cadre d'autres fonctions sur l'objet à examiner. ² Ils doivent être indépendants dans leur prise de décision. Ils ne doivent notamment pas être soumis à des instructions à ce sujet et leur rétribution ne doit pas dépendre du résultat.
Position RMS:	Refus de la modification de l'article 68.
Raison:	L'expérience a démontré que cette exigence est suffisante et proportionnelle.
Proposition RMS:	Maintien de l'article actuel, c'est-à-dire: ¹ Les experts ne doivent pas être intervenus dans l'affaire en cause dans le cadre d'autres fonctions. ² Ils doivent être indépendants du mandant sur le plan de l'organisation.

Article n°:	Art. 68b, Recrutement, exigences et méthode de travail
Proposition OFT:	L'OFT édicte, si possible en accord avec l'organe de contrôle du CITT, des directives sur le recrutement d'experts, sur les exigences auxquelles ceux-ci doivent satisfaire de même que leur méthode de travail et les rapports qu'ils rédigent.
Position RMS:	Contre cette proposition.
Raison:	Les articles 68, 68a et 68c sont suffisant. Edicter des directives sur le recrutement des experts et de fixer comment ces derniers doivent travailler et rédiger un rapport est <u>totalemment irrationnel et incompatible</u> avec l'article 68, al. 2. Ce dernier précise qu'ils ne doivent pas être soumis à des instructions. L'indépendance, y-compris sur les méthodes de travail ou la rédaction d'un rapport doit être garantie.
Proposition RMS:	Suppression de cette proposition.

Article n°:	Annexe 1, Abs. 2, ch. 3, calcul du câble
Proposition OFT:	3. Rapport d'expert destiné à contrôler le calcul du câble, y compris les paramètres déterminants pour celui-ci, et les résultats.
Position RMS:	Contre le texte proposé.
Raison:	Jusqu'à présent, la vérification du calcul du câble a été effectuée par les ingénieurs de l'OFT dans le respect de l'annexe 2 de l'OICa actuelle. Cette situation n'a pas amené d'incident, voire d'accident. Exiger que le calcul du câble soit effectué par un organe indépendant (réf. Commentaires au projet) n'est pas proportionnel. RMS est convaincu que la société qui établit le calcul du câble doit pouvoir, en démontrant que le second regard est indépendant du premier, faire vérifier par un second ingénieur interne à la société. Cette solution permettra de maintenir un niveau de sécurité élevé et d'éviter les coûts d'un rapport d'expert supplémentaire.
Proposition RMS:	Modification du texte de l'OICa et des commentaires afin d'admettre un rapport indépendant interne à la société qui établit le calcul du câble.

Remarque générale: les commentaires doivent être modifiés en conséquence.

Remarques de RMS concernant les commentaires de certaines dispositions de l'ordonnance sur les installations à câbles (dans la version du projet de révision du 1^{er} juillet 2014):

Berne, le 23 octobre 2014

Tél. +41 (0)31 359 23 56, raphael.gingins@remontees-mecaniques.ch

Artikel Nr:	Art. 6 der Erläuterungen zu einzelnen Bestimmungen der Seilbahnverordnung
Vorschlag BAV:	Die EG-Seilbahnrichtlinie sieht lediglich für Sicherheitsbauteile und Teilsysteme vor, dass deren Konformität mit den grundlegenden Anforderungen durch eine unabhängige benannte Stelle bescheinigt wird. Deshalb obliegt es den einzelnen Staaten, wie sie sicherstellen, dass auch die übrigen Teile der Seilbahn (die Infrastruktur) und das Zusammenspiel von Teilsystemen und Infrastruktur sicher funktionieren. Zu diesem Zweck kann das Departement in Konkretisierung der grundlegenden Anforderungen im Bereich von Infrastruktur und Gesamtsystem Vorschriften erlassen. Beispielsweise könnten die auch heute in der Schweiz gültigen Bodenabstände festgeschrieben werden um so zu verhindern, dass Seilbahnen in der Schweiz künftig mit noch grösseren Bodenabständen gebaut werden.
Bemerkung SBS:	Gegen den Satz im Art. "Zu diesem Zweck kann das Departement in Konkretisierung der grundlegenden Anforderungen im Bereich von Infrastruktur und Gesamtsystem Vorschriften erlassen."
Grund:	In der Schweiz sind die Grundanforderungen für die Infrastruktur die SIA Normen.
Vorschlag SBS:	Aufhebung des Satzes "Zu diesem Zweck kann das Departement in Konkretisierung der grundlegenden Anforderungen im Bereich von Infrastruktur und Gesamtsystem Vorschriften erlassen."

Article n°:	Annexe 1, al. 2, ch. 3, calcul du câble
Proposition OFT:	<p>Or il manquait jusqu'ici une vérification systématique du calcul du câble par un organe indépendant. En effet, il s'agit d'un calcul fondamental pour l'ITC dont la vérification est nécessaire, et l'OFT a constaté ces dernières années des erreurs déterminantes pour la sécurité lors de ses vérifications du calcul du câble en fonction des risques. Une erreur de calcul du câble peut avoir des conséquences tout aussi graves sur la sécurité d'une ITC qu'un constituant de sécurité défectueux.</p> <p>Le dossier de sécurité doit par conséquent être complété par une vérification indépendante du calcul du câble afin qu'il puisse remplir sa fonction et garantir que l'on ne réalise que des ITC sûres basées sur un calcul du câble correct.</p>
Position RMS:	Contre le texte proposé.
Raison:	La vérification du câble doit pouvoir être faite également par une personne physique (expert) ayant, dans le domaine à examiner, les connaissances techniques et l'expérience que requièrent la complexité et l'importance du projet sur le plan de la sécurité.
Proposition RMS:	Modification des commentaires afin d'admettre qu'un ingénieur ayant, dans le domaine à examiner, les connaissances techniques et l'expérience que requièrent la complexité et l'importance du projet sur le plan de la sécurité, puisse réaliser la vérification du calcul du câble, même si cette personne est employée dans la même société.